



## CHAPITRE 57

### Loi du ministère des affaires culturelles

#### SECTION I

##### MINISTÈRE DES AFFAIRES CULTURELLES

Administration. 1. Le ministre des affaires culturelles, désigné dans la présente loi sous le nom de « ministre », est chargé de la direction et de l'administration du ministère des affaires culturelles. 9-10 Eliz. II, c. 23, a. 2.

Devoirs du ministre. 2. Le ministre doit favoriser l'épanouissement des arts et des lettres dans la province et leur rayonnement à l'extérieur. 9-10 Eliz. II, c. 23, a. 3 (*partie*).

Idem. 3. Il a sous sa juridiction les organismes suivants:  
*a*) l'Office de la Langue française;  
*b*) le Département du Canada français d'outre-frontières;  
*c*) le Conseil provincial des Arts;  
*d*) la Commission des monuments historiques. 9-10 Eliz. II, c. 23, a. 3 (*partie*).

Idem. 4. Le ministre est chargé de l'administration des bibliothèques et musées provinciaux et des archives historiques, de la direction des conservatoires de musique et d'art dramatique, des concours artistiques, littéraires ou scientifiques. 9-10 Eliz. II, c. 23, a. 4.

Rapport par le ministre. 5. Le ministre doit dans les quinze jours de l'ouverture de chaque session soumettre à la Législature un rapport

## CHAPTER 57

### Cultural Affairs Department Act

#### DIVISION I

##### DEPARTMENT OF CULTURAL AFFAIRS

1. The Minister of Cultural Affairs, in this act called the "Minister", shall have the direction and administration of the Department of Cultural Affairs. 9-10 Eliz. II, c. 23, s. 2.

2. The Minister shall promote the development of arts and letters in the Province and their diffusion abroad. 9-10 Eliz. II, c. 23, s. 3 (*part*).

3. He shall have jurisdiction over the following bodies:  
*(a)* the French Language Bureau;  
*(b)* the Extra-territorial French Canada Branch;  
*(c)* the Provincial Arts Council;  
*(d)* the Historic Monuments Commission. 9-10 Eliz. II, c. 23, a. 3 (*part*).

4. The Minister shall have charge of the provincial libraries and museums and of the historical archives, and control of the conservatories of music and dramatic art and of artistic, literary and scientific competitions. 9-10 Eliz. II, c. 23, s. 4.

5. The Minister shall lay before the Legislature, within fifteen days of the opening of each session, a detailed report

- détaillé de son activité et de celle des organismes sous sa juridiction durant la précédente année financière. 9-10 Eliz. II, c. 23, a. 5.
- Sous-ministre . 6. Le lieutenant-gouverneur en conseil nomme un sous-ministre des affaires culturelles. 9-10 Eliz. II, c. 23, a. 6.
- Devoirs. 7. Sous la direction du ministre, le sous-ministre a la surveillance des autres fonctionnaires et employés du ministère, il en administre les affaires courantes et exerce les autres pouvoirs qui lui sont assignés par le lieutenant-gouverneur en conseil. 9-10 Eliz. II, c. 23, a. 7.
- Autorité. 8. Les ordres du sous-ministre doivent être exécutés de la même manière que ceux du ministre; son autorité est celle du chef du ministère et sa signature officielle donne force et autorité à tout document du ressort du ministère. 9-10 Eliz. II, c. 23, a. 8.
- Personnel. 9. Le lieutenant-gouverneur en conseil nomme aussi conformément à la Loi du service civil (chap. 13) tous autres fonctionnaires et employés nécessaires à la bonne administration du ministère. 9-10 Eliz. II, c. 23, a. 9.
- Devoirs. 10. Les devoirs respectifs des fonctionnaires et employés du ministère non expressément définis par la loi ou par le lieutenant-gouverneur en conseil sont déterminés par le ministre. 9-10 Eliz. II, c. 23, a. 10.
- Signature. 11. Nul acte, contrat, document ou écrit n'engage le ministère, ni ne peut être attribué au ministre, s'il n'est signé par lui ou par le sous-ministre. 9-10 Eliz. II, c. 23, a. 11.
- Authenticité. 12. Toute copie d'un document faisant partie des archives du ministère, certifiée conforme par le ministre ou le sous-ministre, est authentique et a la même valeur que l'original. 9-10 Eliz. II, c. 23, a. 12.
- of his activities and those of the bodies under his jurisdiction during the preceding fiscal year. 9-10 Eliz. II, c. 23, s. 5.
- 6.** The Lieutenant-Governor in Council shall appoint a Deputy Minister of Cultural Affairs. 9-10 Eliz. II, c. 23, s. 6.
- 7.** Under the direction of the Minister, the Deputy Minister shall have the supervision of the other officers and employees of the department, shall manage its current business and exercise such other powers as are assigned to him by the Lieutenant-Governor in Council. 9-10 Eliz. II, c. 23, s. 7.
- 8.** The orders of the Deputy Minister must be carried out in the same manner as those of the Minister; his authority shall be that of the head of the department and his official signature shall give force and authority to any document within the jurisdiction of the department. 9-10 Eliz. II, c. 23, s. 8.
- 9.** The Lieutenant-Governor in Council shall also appoint, in conformity with the Civil Service Act (Chap. 13), all other officers and employees necessary for the proper administration of the department. 9-10 Eliz. II, c. 23, s. 9.
- 10.** The respective duties of the officers and employees of the department not expressly defined by law or by the Lieutenant-Governor in Council shall be determined by the Minister. 9-10 Eliz. II, c. 23, s. 10.
- 11.** No deed, contract, document or writing shall be binding upon the department, nor may it be ascribed to the Minister, unless signed by him or by the Deputy Minister. 9-10 Eliz. II, c. 23, s. 11.
- 12.** Every copy of a document forming part of the records of the department, certified by the Minister or the Deputy Minister as a true copy, shall be authentic and shall have the same effect as the original. 9-10 Eliz. II, c. 23, s. 12.

## SECTION II

## OFFICE DE LA LANGUE FRANÇAISE

Composition de l'Office. 13. L'Office de la Langue française est formé des personnes nommées par le lieutenant-gouverneur en conseil. 9-10 Eliz. II, c. 23, a. 13.

Devoirs. 14. Il doit veiller, sous la direction du ministre, à la correction et l'enrichissement de la langue parlée et écrite. 9-10 Eliz. II, c. 23, a. 14.

Coopération. 15. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut par règlement prescrire à tous les organismes de l'administration provinciale les mesures à prendre pour coopérer au travail de l'Office de la Langue française et lui faire porter fruit. 9-10 Eliz. II, c. 23, a. 15.

## SECTION III

## LE DÉPARTEMENT DU CANADA FRANÇAIS D'OUTRE-FRONTIÈRES

Composition du Département. 16. Le Département du Canada français d'outre-frontières est formé des personnes nommées par le lieutenant-gouverneur en conseil. 9-10 Eliz. II, c. 23, a. 16.

Devoirs. 17. Ce département doit favoriser le rayonnement de la culture française en dehors des frontières de la province. 9-10 Eliz. II, c. 23, a. 17.

## SECTION IV

## LE CONSEIL PROVINCIAL DES ARTS

Composition du Conseil. 18. Le Conseil provincial des Arts est formé des personnes nommées par le lieutenant-gouverneur en conseil. 9-10 Eliz. II, c. 23, a. 18.

Devoirs. 19. Ce conseil est chargé de recommander au ministre les moyens les plus efficaces pour accentuer l'avancement des arts et des lettres dans la province. 9-10 Eliz. II, c. 23, a. 19.

## SECTION V

## LE « PRIX D'EUROPE »

« Prix d'Europe ». 20. Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'accorder à l'Académie

## DIVISION II

## FRENCH LANGUAGE BUREAU

Composition of Bureau. 13. The French Language Bureau shall consist of persons appointed by the Lieutenant-Governor in Council. 9-10 Eliz. II, c. 23, s. 13.

Duties. 14. Under the Minister's direction, it shall foster the correction and enrichment of the spoken and written language. 9-10 Eliz. II, c. 23, s. 14.

Cooperation. 15. The Lieutenant-Governor in Council, by regulation, may prescribe measures to be adopted by all bodies of the provincial administration to assist in the work of the French Language Bureau and ensure its success. 9-10 Eliz. II, c. 23, s. 15.

## DIVISION III

## EXTRA-TERRITORIAL FRENCH CANADA BRANCH

Composition of Branch. 16. The Extra-territorial French Canada Branch shall consist of persons appointed by the Lieutenant-Governor in Council. 9-10 Eliz. II, c. 23, s. 16.

Duties. 17. It shall foster the spread of French culture beyond the borders of the Province. 9-10 Eliz. II, c. 23, s. 17.

## DIVISION IV

## PROVINCIAL ARTS COUNCIL

Composition of Council. 18. The Provincial Arts Council shall consist of persons appointed by the Lieutenant-Governor in Council. 9-10 Eliz. II, c. 23, s. 18.

Duties. 19. Its function shall be to recommend to the Minister the most effective means of stimulating the progress of arts and letters in the Province. 9-10 Eliz. II, c. 23, s. 19.

## DIVISION V

## THE "PRIX D'EUROPE"

"Prix d'Europe". 20. The Lieutenant-Governor in Council may make to the Academy of Music

de musique de Québec une subvention annuelle n'excédant pas quinze mille dollars, pour la tenue de concours en vue de l'attribution de bourses désignées sous le nom de « Prix d'Europe ».

Condi-  
tions du  
concours.

L'Académie de musique de Québec détermine, par règlement, les conditions relatives à la tenue de ces concours, à l'attribution des bourses, aux fins pour lesquelles elles devront être utilisées et aux endroits où elles pourront l'être.

Publi-  
cation.

Tout règlement adopté en vertu du présent article doit, pour devenir exécutoire, être approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil et être publié dans la *Gazette officielle de Québec*. Il entre en vigueur et a force de loi à compter de la date de cette publication ou, selon le cas, à compter de la date fixée à cette fin par le lieutenant-gouverneur en conseil. S. R. 1941, c. 66, a. 2; 8-9 Eliz. II, c. 49, a. 1.

Études  
ailleurs  
qu'en  
Europe.

21. L'Académie de musique de Québec peut, par exception, avec l'approbation du ministre des affaires culturelles, autoriser un boursier du « Prix d'Europe » à poursuivre ses études musicales ailleurs qu'en Europe. S. R. 1941, c. 66, a. 3; 8-9 Eliz. II, c. 49, a. 1.

of Quebec a yearly grant of not more than fifteen thousand dollars, for the holding of contests with a view to awarding scholarships called "Prix d'Europe".

The Academy of Music of Quebec shall determine, by by-law, the conditions respecting the holding of such contests, the awarding of scholarships, the purposes for which they shall be used and the places where they may be used.

Condi-  
tions of  
contest.

Every by-law made under this section, in order to become executory, must be approved by the Lieutenant-Governor in Council and published in the *Quebec Official Gazette*. It shall take effect and have force of law from the date of such publication or from the date fixed for such purpose by the Lieutenant-Governor in Council, as the case may be. R. S. 1941, c. 66, s. 2; 8-9 Eliz. II, c. 49, s. 1.

Publi-  
cation.

21. The Academy of Music of Quebec, with the approval of the Minister of Cultural Affairs, may authorize the holder of a "Prix d'Europe" to carry on his musical studies elsewhere than in Europe. R. S. 1941, c. 66, s. 3; 8-9 Eliz. II, c. 49, s. 1.

Studies  
elsewhere  
than in  
Europe.